

Situation Mensuelle de l'Etat



Mars 2014



| | |
|--|-----------|
| Synthèse | 2 |
| Faits marquants | 2 |
| Focus sur l'actualité | 4 |
| Chiffres clés | 5 |
| | |
| Solde d'exécution budgétaire | 6 |
| | |
| Dépenses | 7 |
| Dépenses du budget général par titres et catégories | 7 |
| Dépenses du budget général par missions et programmes | 8 |
| | |
| Recettes | 12 |
| Recettes fiscales du budget général | 12 |
| Recettes non fiscales du budget général | 14 |
| Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours | 16 |
| | |
| Opérations des comptes spéciaux | 17 |
| | |
| Données patrimoniales | 18 |
| Correspondants du Trésor et personnes habilitées | 18 |
| Dette financière de l'Etat | 19 |
| | |
| Notes méthodologiques | 20 |



Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -28,02 Md €

Le solde d'exécution budgétaire à fin mars 2014 s'élève à -28,02 Md € contre -31,15 Md € à fin mars 2013 à périmètre constant. Cette évolution s'explique essentiellement par une hausse des

recettes (+4,35 Md €), une baisse des dépenses du budget général (-1,41 Md €) et par la dégradation du solde des comptes spéciaux (-2,62 Md €).

Dépenses du budget général (nettes de R et D*) : 69,13 Md €

Les principales dépenses du mois

- ✓ Mission **Enseignement scolaire** : 5,99 Md € imputables principalement à l'Enseignement scolaire public des premier et second degrés (4,15 Md €) ;
- ✓ Mission **Défense** : 3,20 Md € dont 1,83 Md € pour le programme « Préparation et emploi des forces » et 0,81 Md € au titre du programme « Equipement des forces » ;
- ✓ Mission **Sécurités** : 1,47 Md € partagé essentiellement entre les programmes « Police nationale » à hauteur de 0,77 Md € et « Gendarmerie nationale » pour 0,67 Md € ;

- ✓ Mission **Recherche et enseignement supérieur** : 1,30 Md € dont 0,61 Md € au titre du programme « Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables » ;
- ✓ Mission **Régimes sociaux et de retraite** : 1,14 Md € dont 0,90 Md € au titre du programme « Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres » ;
- ✓ Mission **Gestion des finances publiques et des ressources humaines** : 1,05 Md € dont 0,72 Md € consacré au programme « Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local » ;

Les dépenses nettes à fin mars 2014 s'élèvent à 69,13 Md € contre 70,54 Md € à fin mars 2013 à périmètre constant. Cette évolution résulte de la baisse des dépenses de fonctionnement (-1,82 Md € dont -1,62 Md € d'augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement en 2013), des charges de la dette (-0,79 Md €) et des dépenses

d'opérations financières (-0,59 Md €) mais également de la hausse des dépenses d'investissement (+0,97 Md € essentiellement dus au programme « Excellence technologique des industries de défense » créé dans le cadre des nouvelles dépenses d'investissements d'avenir) et des dépenses d'intervention (+0,87 Md €).

Recettes du budget général (nettes de R et D*) : 54,14 Md €

Les principales recettes du mois (nettes de R et D*)

- Impôts sur les sociétés (hors CSB)** : 9,52 Md € (notamment dus à l'encaissement du 1^{er} acompte au 15 mars)
- TVA** : 9 Md € ;
- Impôt sur le revenu** : 5,53 Md € ;

- Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes** : 1,44 Md € dont 0,71 Md € de mutations à titre gratuit par décès ;
- Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales** : -3,72 Md € ;
- Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne** : -1,69 Md €.



Recettes fiscales (nettes de R et D*) : 72,11 Md €

Elles s'élevaient à 67,99 Md € à périmètre constant à fin mars 2013, soit une augmentation de

4,12 Md €. Cette hausse provient essentiellement de l'IR (+3,78 Md €).

Recettes non fiscales : 1,04 Md €

Les recettes non fiscales à fin mars 2014 s'élèvent à 1,04 Md € contre 1,07 Md € à fin mars 2013 à périmètre constant.

Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -19,56 Md €

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat s'élèvent à -19,56 Md € à fin mars 2014 contre -19,84 Md € à fin mars 2013. Cette évolution est imputable à la

baisse des prélèvements au profit de l'Union européenne de 0,36 Md €.

Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -13,03 Md €

Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)

Le compte « **Avances aux collectivités territoriales** » enregistre des dépenses pour 7,58 Md € et des recettes pour 2,53 Md €. Le compte « **Couverture des risques financiers de l'Etat** » laisse apparaître des dépenses pour 1,06 Md € et des recettes pour 0,92 Md €. Ces deux montants comprennent notamment, une opération de couverture pour le programme « Aide

économique et financière au développement » (cf. focus sur l'actualité). Le compte « **Avances aux organismes de sécurité sociale** » affiche 0,97 Md € de dépenses correspondant au versement d'avances à l'ACOSS et 0,82 Md € de recettes au titre de l'abondement relatif à la fraction de TVA affectée aux organismes sociaux.

Au 31 mars 2014, le solde des comptes spéciaux s'établit à -13,03 Md € contre -10,40 Md € en mars 2013. Cet écart s'explique par la dégradation du solde des comptes de concours financiers (-2,35 Md €) notamment les soldes du compte d'avances aux organismes de sécurité sociale (-1,81 Md €) et du compte d'avances aux collectivités territoriales (-0,67 Md €).

Dette financière de l'Etat au 31 mars : 1 507,97 Md €

Les flux nets positifs enregistrés, depuis le début de l'année, concernent les OAT (émissions nettes de 48,43 Md €) et les BTF (émissions nettes de

12,32 Md €). Les montants des BTAN ont diminué de 15,06 Md € au cours des trois premiers mois de l'exercice.



☞ Le compte de commerce « Couverture des risques financiers de l'Etat »

Créé par la loi de finances du 30 décembre 2005 pour 2006, le compte de commerce « **Couverture des risques financiers de l'Etat** » retrace les opérations de couverture effectuées au moyen d'instruments financiers à terme dans le cadre de l'autorisation prévue chaque année en loi de finances, à l'exception de celles liées à la gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat. L'agence France Trésor, service de l'Etat à compétence nationale, exécute ces transactions de nature industrielle et commerciale.

Les opérations de couverture de risques effectuées relèvent, en règle générale, des programmes et comptes suivants :

- le programme du budget général « Action de la France en Europe et dans le monde » : le compte sert notamment à couvrir le risque de change de la contribution française aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies, libellée en dollars ;

- le programme du budget général « Aide économique et financière au développement » : le compte permet de couvrir les risques liés aux différentes contributions de la France à plusieurs organismes internationaux tels que l'Association internationale de développement (AID) ou le Fonds africain de développement (FAD) ;

- le compte d'affectation spéciale « Participations financières de l'Etat » : il s'agit de couvrir certaines dotations en capital notamment pour la Banque interaméricaine de développement (BID) et la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) ;

- le compte de commerce « Approvisionnement des armées en produits pétroliers » : il s'agit de se prémunir contre les risques liés aux fluctuations des prix des produits pétroliers en utilisant certains instruments financiers.

Le compte de commerce enregistre, en recettes, les versements des programmes ou des comptes spéciaux bénéficiaires des crédits budgétés en euros dans la loi de finances initiale. Ces versements sont ensuite remis aux organismes financiers avec lesquels l'opération a été conclue (dépense pour le compte). En sens inverse, le compte enregistre, en recettes, la contrepartie en devises versée par l'organisme financier et la rétrocède au bénéficiaire final de la dépense. En principe, le compte est toujours équilibré.

Au 31 mars 2014, les dépenses et les recettes du compte sont égales à 1,26 Md €, le solde du compte est donc nul. Cependant, la loi de finances initiale 2014 a prévu une autorisation de découvert de 0,53 Md €.



| | Mois | Cumul à fin mars | | Renvoi Page |
|---|--------|------------------|-------------------------------|----------------|
| | Mars | 2014 | 2013 retraité 2013 exécuté | |
| unité : million d'€. | | | | |
| DONNEES BUDGETAIRES | | | | |
| Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) | -2 335 | -28 017 | -31 150 -31 026 | 6 |
| Dépenses du budget général (nettes de R et D) | 18 517 | 69 133 | 70 542 70 405 | 6 |
| Recettes du budget général (nettes de R et D) | 21 495 | 54 141 | 49 796 49 783 | 6 |
| Principales recettes fiscales (nettes de R et D) | | | | |
| - IR | 5 531 | 22 377 | 18 594 18 594 | |
| - IS * | 9 523 | 9 570 | 9 320 9 320 | |
| - TVA | 9 001 | 34 392 | 33 633 33 622 | |
| Solde des comptes spéciaux (hors FMI) | -5 314 | -13 025 | -10 404 -10 404 | 17 |
| DONNEES PATRIMONIALES | | | | |
| Correspondants du Trésor et personnes habilitées | -712 | 87 152 | | 18 |
| Dettes financières de l'Etat | 25 650 | 1 507 974 | | 19 |

* hors contribution sociale sur les bénéfices des sociétés



| | Mois | Cumul à fin mars | | |
|--|---------------|------------------|----------------|----------------|
| | Mars | 2014 | 2013 retraité | 2013 exécuté |
| unité : million d'€. | | | | |
| Dépenses nettes du budget général | | | | |
| Dotations des pouvoirs publics | 0 | 990 | 991 | 991 |
| Dépenses de personnel | 10 082 | 30 993 | 31 044 | 31 091 |
| Dépenses de fonctionnement | 2 997 | 11 802 | 13 621 | 13 473 |
| Charges de la dette de l'Etat | 189 | 1 814 | 2 601 | 2 601 |
| Dépenses d'investissement | 886 | 4 032 | 3 061 | 3 061 |
| Dépenses d'intervention | 4 443 | 19 409 | 18 542 | 18 508 |
| Dépenses d'opérations financières | -79 | 92 | 680 | 680 |
| Total des dépenses (nettes de R et D) (I) | 18 517 | 69 133 | 70 542 | 70 405 |
| Recettes nettes du budget général | | | | |
| Recettes fiscales | 26 357 | 72 112 | 67 991 | 67 978 |
| Recettes non fiscales | 449 | 1 044 | 1 069 | 1 069 |
| Prélèvements sur recettes | -5 416 | -19 562 | -19 842 | -19 843 |
| Fonds de concours | 105 | 547 | 578 | 578 |
| Total des recettes (nettes de R et D) (II) | 21 495 | 54 141 | 49 796 | 49 783 |
| Total des recettes (nettes de R et D, hors prélèvements sur recettes) | 26 911 | 73 703 | 69 638 | 69 625 |
| SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I) | 2 978 | -14 992 | -20 746 | -20 622 |
| Comptes spéciaux | | | | |
| Solde des comptes d'affectation spéciale | 26 | 1 840 | 2 175 | 2 175 |
| Solde des comptes de concours financiers | -5 278 | -15 032 | -12 682 | -12 682 |
| Solde des comptes de commerce | -62 | 166 | 127 | 127 |
| Solde des comptes d'opérations monétaires | -107 | -106 | -109 | -109 |
| SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV) | -5 314 | -13 025 | -10 404 | -10 404 |
| SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV) | -2 335 | -28 017 | -31 150 | -31 026 |



| | Mois | Cumul à fin mars | | |
|---|---------------------------|------------------|---------------|---------------|
| | unité : million d'€. Mars | 2014 | 2013 retraité | 2013 exécuté |
| TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL | 10 082 | 30 993 | 31 044 | 31 091 |
| Rémunérations d'activité | 5 716 | 17 407 | 17 441 | 17 461 |
| Cotisations et contributions sociales | 4 310 | 13 376 | 13 398 | 13 425 |
| Prestations sociales et allocations diverses | 56 | 210 | 205 | 204 |
| AUTRES TITRES | 8 435 | 38 140 | 39 497 | 39 314 |
| Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics | 0 | 990 | 991 | 991 |
| Titre 3 - Dépenses de fonctionnement | 2 997 | 11 802 | 13 621 | 13 473 |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel | 1 629 | 4 563 | 6 733 | 6 607 |
| Subventions pour charges de service public | 1 368 | 7 240 | 6 888 | 6 866 |
| Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat | 189 | 1 814 | 2 601 | 2 601 |
| Intérêts de la dette financière négociable | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Intérêts de la dette financière non négociable | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Charges financières diverses | 189 | 1 814 | 2 601 | 2 601 |
| Titre 5 - Dépenses d'investissement | 886 | 4 032 | 3 061 | 3 061 |
| Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat | 777 | 3 615 | 2 548 | 2 548 |
| Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat | 109 | 417 | 513 | 513 |
| Titre 6 - Dépenses d'intervention | 4 443 | 19 409 | 18 542 | 18 508 |
| Transferts aux ménages | 1 016 | 8 648 | 8 876 | 8 848 |
| Transferts aux entreprises | 388 | 2 455 | 2 384 | 2 383 |
| Transferts aux collectivités territoriales | 534 | 1 422 | 1 408 | 1 409 |
| Transferts aux autres collectivités | 2 503 | 6 882 | 5 875 | 5 868 |
| Appels en garantie | 2 | 2 | 0 | 0 |
| Titre 7 - Dépenses d'opérations financières | -79 | 92 | 680 | 680 |
| Prêts et avances | 5 | 9 | 28 | 28 |
| Dotations en fonds propres | 16 | 21 | 57 | 57 |
| Dépenses de participations financières | -100 | 63 | 595 | 595 |
| TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL | 18 517 | 69 133 | 70 542 | 70 405 |



| unité : million d'€ | Mois de mars | | Cumul à fin mars 2014 | | Cumul à fin mars 2013 retraité |
|---|---------------|--------------|-----------------------|---------------|--------------------------------|
| | AE consommées | CP consommés | AE consommées | CP consommés | CP consommés |
| ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT | 267 | 246 | 1 169 | 778 | 625 |
| Action de la France en Europe et dans le monde | 107 | 104 | 509 | 464 | 319 |
| Diplomatie culturelle et d'influence | 30 | 60 | 489 | 196 | 188 |
| Français à l'étranger et affaires consulaires | 131 | 82 | 171 | 118 | 118 |
| ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT | 196 | 265 | 680 | 638 | 645 |
| Administration territoriale | 141 | 137 | 419 | 397 | 399 |
| Vie politique, culturelle et associative | 4 | 61 | 68 | 66 | 67 |
| Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur | 50 | 67 | 193 | 174 | 179 |
| AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES | 227 | 222 | 917 | 974 | 914 |
| Economie et développement durable de l'agriculture et des territoires | 118 | 131 | 445 | 530 | 476 |
| Forêt | 11 | 1 | 190 | 174 | 158 |
| Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation | 38 | 33 | 112 | 105 | 108 |
| Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture | 59 | 56 | 171 | 165 | 172 |
| AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT | 219 | 663 | 1 170 | 1 330 | 1 103 |
| Aide économique et financière au développement | 3 | 468 | 453 | 635 | 632 |
| Solidarité à l'égard des pays en développement | 215 | 195 | 717 | 695 | 471 |
| ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION | 142 | 39 | 2 089 | 1 969 | 2 072 |
| Liens entre la Nation et son armée | 9 | 8 | 27 | 23 | 23 |
| Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant | 74 | 24 | 1 980 | 1 924 | 2 025 |
| Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la Seconde Guerre mondiale | 59 | 7 | 81 | 23 | 23 |
| CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT | 48 | 46 | 175 | 170 | 169 |
| Conseil d'Etat et autres juridictions administratives | 29 | 29 | 84 | 84 | 82 |
| Conseil économique, social et environnemental | 0 | 0 | 38 | 38 | 39 |
| Cour des comptes et autres juridictions financières | 19 | 17 | 52 | 48 | 49 |
| Haut Conseil des finances publiques | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| CULTURE | 252 | 170 | 600 | 496 | 453 |
| Patrimoines | 33 | 28 | 125 | 135 | 116 |
| Création | 136 | 68 | 234 | 141 | 123 |
| Transmission des savoirs et démocratisation de la culture | 83 | 74 | 240 | 220 | 213 |
| DEFENSE | 3 272 | 3 199 | 9 950 | 11 960 | 11 350 |
| Environnement et prospective de la politique de défense | 235 | 183 | 515 | 462 | 426 |
| Préparation et emploi des forces | 2 074 | 1 828 | 5 915 | 5 804 | 6 334 |
| Soutien de la politique de la défense | 193 | 208 | 554 | 688 | 666 |
| Equipement des forces | 599 | 807 | 1 466 | 3 507 | 3 924 |
| Excellence technologique des industries de défense (1) | 172 | 172 | 1 500 | 1 500 | 0 |
| DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT | 101 | 78 | 251 | 213 | 207 |
| Coordination du travail gouvernemental | 31 | 34 | 90 | 86 | 88 |
| Protection des droits et libertés | 17 | 6 | 30 | 18 | 20 |
| Moyens mutualisés des administrations déconcentrées | 53 | 38 | 130 | 109 | 99 |
| Transition numérique de l'Etat et modernisation de l'action publique (1) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES (3) | 1 010 | 551 | 3 902 | 2 382 | 2 693 |
| Infrastructures et services de transports | 672 | 96 | 1 488 | 924 | 1 123 |
| Sécurité et affaires maritimes, pêche et aquaculture | 30 | 15 | 92 | 32 | 30 |
| Météorologie | 0 | 0 | 153 | 51 | 53 |
| Paysages, eau et biodiversité | 13 | 24 | 121 | 59 | 66 |
| Information géographique et cartographique | 0 | 0 | 71 | 24 | 23 |
| Prévention des risques | 8 | 13 | 74 | 42 | 18 |
| Energie, climat et après-mines | 3 | 119 | 355 | 236 | 301 |
| Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables (3) | 283 | 284 | 1 078 | 1 014 | 1 078 |
| Innovation pour la transition écologique et énergétique (1) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Projets industriels pour la transition écologique et énergétique (1) | 0 | 0 | 470 | 0 | 0 |
| Ville et territoires durables (1) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |



| unité : million d'€ | Mois de mars | | Cumul à fin mars 2014 | | Cumul à fin mars 2013 retraité |
|--|---------------|--------------|-----------------------|---------------|--------------------------------|
| | AE consommées | CP consommés | AE consommées | CP consommés | CP consommés |
| ECONOMIE | -359 | -393 | -36 | -186 | 301 |
| Développement des entreprises et du tourisme | -431 | -444 | -207 | -333 | 153 |
| Statistiques et études économiques | 57 | 38 | 128 | 107 | 108 |
| Stratégie économique et fiscale | 15 | 13 | 43 | 39 | 39 |
| Projets industriels (1) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Innovation (1) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Economie numérique (1) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| EGALITE DES TERRITOIRES, LOGEMENT ET VILLE | 493 | 260 | 5 451 | 1 665 | 1 678 |
| Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables | 148 | 115 | 352 | 199 | 189 |
| Aide à l'accès au logement | 0 | 0 | 4 732 | 1 256 | 1 288 |
| Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat | 21 | 63 | 21 | 120 | 104 |
| Politique de la ville | 324 | 83 | 345 | 90 | 97 |
| Conduite et pilotage des politiques de l'égalité des territoires, du logement et de la ville | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT | 584 | 251 | 2 341 | 1 977 | 4 450 |
| Charge de la dette et trésorerie de l'Etat (crédits évaluatifs) | 189 | 189 | 1 814 | 1 814 | 2 601 |
| Appels en garantie de l'Etat (crédits évaluatifs) | 2 | 2 | 2 | 2 | 0 |
| Epargne | 393 | 60 | 525 | 160 | 231 |
| Majoration de rentes | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Dotation en capital du mécanisme européen de stabilité | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 617 |
| ENSEIGNEMENT SCOLAIRE | 6 014 | 5 989 | 17 425 | 16 746 | 16 326 |
| Enseignement scolaire public du premier degré | 1 592 | 1 592 | 4 798 | 4 797 | 4 721 |
| Enseignement scolaire public du second degré | 2 560 | 2 554 | 7 680 | 7 671 | 7 597 |
| Vie de l'élève | 582 | 624 | 1 704 | 1 350 | 1 246 |
| Enseignement privé du premier et du second degrés | 894 | 847 | 2 184 | 2 103 | 1 998 |
| Soutien de la politique de l'éducation nationale | 181 | 207 | 642 | 486 | 475 |
| Internats de la réussite (1) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Enseignement technique agricole | 205 | 166 | 417 | 339 | 289 |
| GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES | 998 | 1 050 | 2 990 | 2 854 | 2 854 |
| Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local | 742 | 716 | 2 192 | 2 082 | 2 141 |
| Stratégie des finances publiques et modernisation de l'Etat | 10 | 14 | 31 | 31 | 31 |
| Conduite et pilotage des politiques économique et financière | 78 | 84 | 222 | 219 | 186 |
| Facilitation et sécurisation des échanges | 155 | 155 | 464 | 427 | 440 |
| Entretien des bâtiments de l'Etat | 12 | 8 | 22 | 19 | 18 |
| Fonction publique | 1 | 73 | 58 | 76 | 38 |
| IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION | 63 | 37 | 158 | 83 | 89 |
| Immigration et asile | 61 | 36 | 155 | 81 | 87 |
| Intégration et accès à la nationalité française | 1 | 1 | 3 | 2 | 2 |
| JUSTICE | 898 | 564 | 1 945 | 1 882 | 1 892 |
| Justice judiciaire | 251 | 245 | 775 | 739 | 719 |
| Administration pénitentiaire | 544 | 228 | 675 | 712 | 748 |
| Protection judiciaire de la jeunesse | 78 | 66 | 224 | 174 | 176 |
| Accès au droit et à la justice | 4 | 5 | 202 | 200 | 188 |
| Conduite et pilotage de la politique de la justice | 20 | 19 | 68 | 57 | 60 |
| Conseil supérieur de la magistrature | 1 | 0 | 1 | 1 | 1 |
| MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES | 353 | 110 | 430 | 167 | 181 |
| Presse | 48 | 16 | 82 | 51 | 37 |
| Livre et industries culturelles | 198 | 50 | 206 | 54 | 53 |
| Contribution à l'audiovisuel et à la diversité radiophonique | 106 | 26 | 107 | 27 | 57 |
| Action audiovisuelle extérieure | 0 | 17 | 35 | 35 | 34 |



| unité : million d'€ | Mois de mars | | Cumul à fin mars 2014 | | Cumul à fin mars 2013 retraité |
|---|---------------|--------------|-----------------------|---------------|--------------------------------|
| | AE consommées | CP consommés | AE consommées | CP consommés | CP consommés |
| OUTRE-MER | 31 | 68 | 1 198 | 658 | 581 |
| Emploi outre-mer | 20 | 28 | 1 112 | 477 | 411 |
| Conditions de vie outre-mer | 11 | 40 | 86 | 181 | 171 |
| POLITIQUE DES TERRITOIRES | 5 | 20 | 9 | 45 | 33 |
| Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire | 5 | 18 | 5 | 40 | 30 |
| Interventions territoriales de l'Etat | 0 | 2 | 4 | 5 | 3 |
| POUVOIRS PUBLICS | 0 | 0 | 990 | 990 | 991 |
| Présidence de la République | 0 | 0 | 102 | 102 | 103 |
| Assemblée nationale | 0 | 0 | 518 | 518 | 518 |
| Sénat | 0 | 0 | 324 | 324 | 324 |
| La Chaîne parlementaire | 0 | 0 | 35 | 35 | 34 |
| Indemnités des représentants français au Parlement européen | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Conseil constitutionnel | 0 | 0 | 11 | 11 | 11 |
| Haute Cour | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Cour de justice de la République | 0 | 0 | 1 | 1 | 1 |
| PROVISIONS | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Provision relative aux rémunérations publiques | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Dépenses accidentelles et imprévisibles | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR | 1 291 | 1 303 | 16 175 | 7 133 | 6 866 |
| Formations supérieures et recherche universitaire | 86 | 69 | 5 965 | 3 062 | 3 083 |
| Vie étudiante | 330 | 414 | 1 553 | 870 | 800 |
| Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires | 38 | 94 | 4 701 | 1 234 | 1 191 |
| Recherche dans le domaine de la gestion des milieux et des ressources | 0 | 28 | 1 261 | 344 | 318 |
| Recherche spatiale | 0 | 0 | 1 346 | 630 | 629 |
| Ecosystèmes d'excellence (1) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables (3) | 676 | 610 | 1 018 | 745 | 627 |
| Recherche dans le domaine de l'aéronautique (1) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle | 122 | 53 | 234 | 160 | 134 |
| Recherche duale (civile et militaire) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Recherche culturelle et culture scientifique | 0 | 0 | 1 | 1 | 1 |
| Enseignement supérieur et recherche agricoles | 39 | 35 | 96 | 88 | 83 |
| REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE | 170 | 1 140 | 4 447 | 2 736 | 2 745 |
| Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres | 0 | 902 | 3 046 | 1 885 | 1 915 |
| Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins | 0 | 69 | 757 | 206 | 197 |
| Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers | 170 | 170 | 645 | 645 | 632 |
| RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES | 200 | 118 | 427 | 474 | 498 |
| Concours financiers aux communes et groupements de communes | 66 | 63 | 23 | 126 | 146 |
| Concours financiers aux départements | 1 | 1 | 1 | 1 | 0 |
| Concours financiers aux régions | 64 | 0 | 340 | 277 | 277 |
| Concours spécifiques et administration | 69 | 53 | 63 | 70 | 75 |
| REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS | 6 327 | 6 334 | 17 044 | 17 026 | 16 565 |
| Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat (crédits évaluatifs) | 5 779 | 5 786 | 15 778 | 15 759 | 15 502 |
| Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs) | 549 | 549 | 1 267 | 1 267 | 1 063 |
| SANTE | 140 | 60 | 687 | 279 | 245 |
| Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins | 140 | 60 | 169 | 72 | 77 |
| Protection maladie | 0 | 0 | 518 | 207 | 168 |
| SECURITES (3) | 1 495 | 1 472 | 4 619 | 4 323 | 4 386 |
| Police nationale | 768 | 771 | 2 272 | 2 242 | 2 277 |
| Gendarmerie nationale | 686 | 672 | 2 257 | 2 002 | 2 020 |
| Sécurité et éducation routières | 10 | 10 | 27 | 24 | 24 |
| Sécurité civile (3)(4) | 31 | 19 | 62 | 54 | 64 |



| unité : million d'€ | Mois de mars | | Cumul à fin mars 2014 | | Cumul à fin mars 2013 retraité |
|--|---------------|---------------|-----------------------|---------------|--------------------------------|
| | AE consommées | CP consommés | AE consommées | CP consommés | CP consommés |
| SECURITE CIVILE (2) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Intervention des services opérationnels (3)(4) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Coordination des moyens de secours (2) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES | 319 | 382 | 11 204 | 3 740 | 4 030 |
| Lutte contre la pauvreté : revenu de solidarité active et expérimentations sociales | 81 | 0 | 82 | 1 | 357 |
| Actions en faveur des familles vulnérables | 46 | 27 | 86 | 48 | 44 |
| Handicap et dépendance | 9 | 286 | 10 571 | 3 330 | 3 269 |
| Egalité entre les hommes et les femmes | 2 | 0 | 2 | 0 | 0 |
| Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative | 181 | 69 | 464 | 361 | 360 |
| SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE | 26 | 7 | 190 | 117 | 160 |
| Sport | 14 | 6 | 121 | 58 | 91 |
| Jeunesse et vie associative | 11 | 1 | 69 | 58 | 69 |
| Projets innovants en faveur de la jeunesse (1) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| TRAVAIL ET EMPLOI | 895 | 599 | 5 647 | 2 539 | 2 005 |
| Accès et retour à l'emploi | 679 | 443 | 4 197 | 1 726 | 1 305 |
| Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi | 106 | 95 | 1 221 | 637 | 507 |
| Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail | 43 | 1 | 43 | 1 | 11 |
| Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail | 67 | 59 | 186 | 173 | 182 |
| Formation et mutations économiques (1) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL | 25 678 | 24 851 | 114 243 | 86 159 | 87 106 |
| TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL | 19 351 | 18 517 | 97 198 | 69 133 | 70 542 |

(1) programme créé en 2014

(2) programme ou mission supprimé en 2014

(3) changement de libellé en 2014

(4) programme ayant changé de mission en 2014



| | Mois | | Cumul à fin mars | |
|--|---------------|---------------|------------------|---------------|
| | Mars | 2014 | 2013 retraité | 2013 exécuté |
| unité : million d'€. | | | | |
| Impôt sur le Revenu (A) | 5 628 | 22 757 | 19 012 | 19 012 |
| Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B) | 169 | 443 | 413 | 413 |
| Impôt sur les sociétés (C) | 10 175 | 11 336 | 11 074 | 11 074 |
| Impôt sur les sociétés | 9 970 | 11 116 | 10 890 | 10 890 |
| Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés | 205 | 220 | 184 | 184 |
| Autres impôts directs et taxes assimilées (D) | 430 | 927 | 1 501 | 1 501 |
| Retenues à la source sur certains bénéfices non commerciaux et de l'impôt sur le revenu | 43 | 156 | 131 | 131 |
| Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes | 11 | 178 | 910 | 910 |
| Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV) | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n° 65-566 du 12 juillet 1965 art 3) | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Impôt de solidarité sur la fortune | 62 | 151 | 164 | 164 |
| Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage | 0 | 1 | 1 | 1 |
| Prélèvements sur les entreprises d'assurance | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Taxe sur les salaires | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Cotisation minimale de taxe professionnelle | 6 | 23 | 13 | 13 |
| Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction | 2 | 3 | 3 | 3 |
| Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue | 3 | 6 | 6 | 6 |
| Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité | 5 | 17 | 23 | 23 |
| Contribution des institutions financières | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Taxe sur les surfaces commerciales | 1 | 2 | 3 | 3 |
| Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010) | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010) | 3 | 34 | 37 | 37 |
| Recettes diverses | 295 | 358 | 209 | 209 |
| Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E) | 1 095 | 2 744 | 2 719 | 2 719 |
| Taxe sur la Valeur Ajoutée (F) | 13 756 | 46 830 | 45 890 | 45 880 |
| Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G) | 1 437 | 4 101 | 3 945 | 3 944 |
| Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices | 35 | 87 | 81 | 81 |
| Mutations à titre onéreux de fonds de commerce | 11 | 35 | 42 | 42 |
| Mutations à titre onéreux de meubles corporels | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers | 1 | 3 | 5 | 5 |
| Mutations à titre gratuit entre vifs (donations) | 78 | 323 | 308 | 308 |



| | Mois | Cumul à fin mars | | |
|---|---------------|------------------|---------------|---------------|
| | Mars | 2014 | 2013 retraité | 2013 exécuté |
| unité : million d'€. | | | | |
| Mutations à titre gratuit par décès | 705 | 1 890 | 1 884 | 1 884 |
| Contribution de sécurité immobilière | 46 | 146 | 115 | 115 |
| Autres conventions et actes civils | 38 | 123 | 122 | 122 |
| Actes judiciaires et extrajudiciaires | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Taxe de publicité foncière | 28 | 92 | 86 | 86 |
| Taxe spéciale sur les conventions d'assurance | 9 | 14 | 19 | 19 |
| Taxe additionnelle au droit de bail | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Recettes diverses et pénalités | 11 | 60 | 25 | 25 |
| Timbre unique | 32 | 96 | 97 | 97 |
| Taxe sur les véhicules de société | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Actes et écrits assujettis au timbre de dimension | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Permis de chasser | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Droits d'importation | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Autres taxes intérieures | 17 | 56 | 116 | 116 |
| Autres droits et recettes accessoires | 1 | 2 | 1 | 1 |
| Amendes et confiscations | 2 | 9 | 6 | 6 |
| Taxe générale sur les activités polluantes | 5 | 10 | 13 | 13 |
| Cotisation à la production sur les sucres | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs | 2 | 7 | 7 | 7 |
| Taxe et droits de consommation sur les tabacs | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Garantie des matières d'or et d'argent | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Taxe spéciale sur certains véhicules routiers | 12 | 42 | 43 | 43 |
| Autres droits et recettes à différents titres | 0 | 1 | 1 | 1 |
| Taxe sur les achats de viande | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Taxe spéciale sur la publicité télévisée | 2 | 12 | 12 | 12 |
| Redevances sanitaires d'abattage et de découpage | 5 | 13 | 12 | 12 |
| Taxe sur certaines dépenses de publicité | 0 | 0 | 1 | 1 |
| Taxe de l'aviation civile | 54 | 60 | 25 | 25 |
| Taxe sur les installations nucléaires de base | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées | 11 | 14 | 1 | 1 |
| Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs) | 118 | 485 | 410 | 410 |
| Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos | 50 | 145 | 151 | 151 |
| Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques | 67 | 100 | 98 | 98 |
| Prélèvements sur les paris sportifs | 24 | 40 | 35 | 35 |
| Prélèvements sur les jeux de cercle en ligne | 5 | 14 | 17 | 15 |
| Redevance sur les paris hippiques en ligne | 0 | 7 | 25 | 25 |
| Taxe sur les transactions financières | 61 | 179 | 157 | 157 |
| Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010) | 0 | 1 | 3 | 3 |
| Autres taxes | 8 | 32 | 26 | 26 |
| TOTAL RECETTES FISCALES (A+B+C+D+E+F+G) | 32 691 | 89 138 | 84 556 | 84 543 |
| TOTAL RECETTES FISCALES (nettes de remb. et dégrèv.) | 26 357 | 72 112 | 67 991 | 67 978 |



| | Mois | | Cumul à fin mars | |
|---|------------|------------|------------------|--------------|
| | Mars | 2014 | 2013 retraité | 2013 exécuté |
| unité : million d'€. | | | | |
| Dividendes et recettes assimilées (A) | 3 | 25 | 11 | 11 |
| Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés | 1 | 1 | 0 | 0 |
| Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéficiaires des établissements publics non financiers | 2 | 24 | 11 | 11 |
| Autres dividendes et recettes assimilées | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Produits du domaine de l'Etat (B) | 197 | 404 | 319 | 318 |
| Revenus du domaine public non militaire | 27 | 76 | 58 | 58 |
| Autres revenus du domaine public | 4 | 55 | 52 | 52 |
| Revenus du domaine privé | 4 | 11 | 13 | 13 |
| Redevances d'usage des fréquences radioélectriques | 20 | 54 | 23 | 23 |
| Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires | 129 | 193 | 170 | 170 |
| Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat | 12 | 12 | 0 | 0 |
| Autres produits de cessions d'actifs | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Autres revenus du Domaine | 1 | 3 | 3 | 3 |
| Produits de la vente de biens et de services (C) | 89 | 188 | 194 | 194 |
| Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget | 54 | 56 | 57 | 57 |
| Autres frais d'assiette et de recouvrement | 33 | 122 | 119 | 119 |
| Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne | 0 | 1 | 1 | 1 |
| Produits de la vente de divers biens | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Produits de la vente de divers services | 1 | 6 | 14 | 14 |
| Autres recettes diverses | 1 | 3 | 3 | 3 |
| Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D) | 32 | 62 | 102 | 102 |
| Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers | 30 | 32 | 81 | 81 |
| Intérêts des prêts du Fonds de développement économique et social | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics | 0 | 3 | 1 | 1 |
| Intérêts des autres prêts et avances | 1 | 2 | 2 | 2 |
| Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile | 1 | 22 | 14 | 14 |
| Autres avances remboursables sous conditions | 0 | 0 | 1 | 1 |
| Reversement au titre des créances garanties par l'Etat | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées | 1 | 4 | 3 | 3 |



| | Mois | Cumul à fin mars | | |
|--|------------|------------------|---------------|--------------|
| | Mars | 2014 | 2013 retraité | 2013 exécuté |
| unité : million d'€. | | | | |
| Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E) | 59 | 115 | 75 | 75 |
| Produits des amendes forfaitaires de la police de la circulation et du stationnement routiers | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence | 30 | 32 | 2 | 2 |
| Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes | 0 | 2 | 1 | 1 |
| Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'Agence judiciaire du Trésor | 1 | 1 | 1 | 1 |
| Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires | 27 | 75 | 68 | 68 |
| Frais de poursuite | 1 | 3 | 3 | 3 |
| Frais de justice et d'instance | 1 | 2 | 0 | 0 |
| Intérêts moratoires | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Pénalités | 0 | 1 | 0 | 0 |
| Divers (F) | 69 | 249 | 368 | 368 |
| Reversements de Natixis | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Reversements de la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat | 5 | 19 | 33 | 33 |
| Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires | 13 | 28 | 25 | 25 |
| Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion | 1 | 2 | 2 | 2 |
| Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques | 0 | 0 | 41 | 41 |
| Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Frais d'inscription | 1 | 3 | 1 | 1 |
| Recouvrement des indemnités versées par l'Etat au titre des expulsions locatives | 1 | 3 | 2 | 2 |
| Remboursement des frais de scolarité et accessoires | 1 | 1 | 1 | 1 |
| Récupération d'indus | 3 | 7 | 7 | 7 |
| Recouvrements après admission en non-valeur | 11 | 36 | 43 | 43 |
| Divers versements de l'Union européenne | 0 | 14 | 30 | 30 |
| Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits | 2 | 7 | 2 | 2 |
| Intérêts divers (hors immobilisations financières) | 2 | 6 | 6 | 6 |
| Recettes diverses en provenance de l'étranger | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992) | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Soulte sur reprise de dettes et recettes assimilées | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Recettes accidentelles | 17 | 64 | 66 | 66 |
| Produits divers | 2 | 4 | 5 | 5 |
| Autres produits divers | 11 | 55 | 102 | 102 |
| TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F) | 449 | 1 044 | 1 069 | 1 069 |



| | Mois | | Cumul à fin mars | |
|--|---------------|----------------|------------------|----------------|
| | Mars | 2014 | 2013 retraité | 2013 exécuté |
| unité : million d'€. | | | | |
| Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales | -3 724 | -11 067 | -10 991 | -10 991 |
| Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement | -3 170 | -9 497 | -9 497 | -9 497 |
| Prélèvement sur les recettes de l'Etat du produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation et des radars automatiques | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs | -1 | -3 | -5 | -5 |
| Dotation de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements | 0 | 0 | -10 | -10 |
| Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) | -274 | -658 | -573 | -573 |
| Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale | 0 | -2 | -3 | -3 |
| Dotation élu local | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Corse et des départements de Corse | 0 | -19 | -18 | -18 |
| Compensation de la suppression de la part salaire de la taxe professionnelle | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Dotation départementale d'équipement des collèges | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Dotation régionale d'équipement scolaire | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Compensation d'exonération de la taxe foncière relative au non-bâti agricole (hors la Corse) | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Fonds de solidarité des collectivités territoriales touchées par des catastrophes naturelles | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Dotation globale de construction et d'équipement scolaire | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Compensation relais de la réforme de la taxe professionnelle | 0 | -3 | 0 | 0 |
| Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle | -276 | -827 | -857 | -857 |
| Dotation pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale | -1 | -3 | -8 | -8 |
| Dotation de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle | -2 | -41 | -21 | -21 |
| Prélèvement sur les recettes de l'Etat spécifique au profit de la dotation globale de fonctionnement | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Dotation de protection de l'environnement et d'entretiens des voiries municipales | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Dotation de compensation des produits syndicaux fiscalisés | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Versement complémentaire aux fonds départementaux de taxe professionnelle au titre de 2011 (1) | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Dotation de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Dotation de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte (2) | 0 | -14 | 0 | 0 |
| Dotation exceptionnelle de correction des calculs de la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle et du prélèvement ou du reversement des fonds nationaux de garantie individuelle des ressources (2) | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne | -1 691 | -8 495 | -8 851 | -8 851 |
| TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES | -5 416 | -19 562 | -19 842 | -19 843 |
| Fonds de concours | | | | |
| Fonds de concours ordinaires et spéciaux | 93 | 494 | 508 | 508 |
| Fonds de concours - coopération internationale | 12 | 53 | 70 | 70 |
| TOTAL FONDS DE CONCOURS | 105 | 547 | 578 | 578 |

(1) ligne supprimée en 2014
(2) ligne créée en 2014



unité : million d'€.

| | Mois de mars | | Cumul à fin mars | | | | | |
|---|---------------|---------------|------------------|-----------------|---------------|-----------------|----------------|-----------------|
| | Dépenses | Recettes | Dépenses | | Recettes | | Soldes | |
| | | | 2014 | 2013 exécuté | 2014 | 2013 exécuté | 2014 | 2013 exécuté |
| Comptes d'affectation spéciale | 4 649 | 4 676 | 13 683 | 15 159 | 15 523 | 17 333 | 1 840 | 2 175 |
| Aides à l'acquisition de véhicules propres | 51 | 3 | 54 | 46 | 57 | 68 | 3 | 23 |
| Contrôle de la circulation et du stationnement routiers | 7 | 134 | 10 | 62 | 325 | 343 | 315 | 281 |
| Développement agricole et rural | 1 | 3 | 5 | 1 | 9 | 13 | 4 | 12 |
| Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale | 40 | 31 | 41 | 83 | 94 | 90 | 53 | 7 |
| Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage | 0 | 1 | 1 | 4 | 3 | 4 | 3 | 0 |
| Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat | 24 | 32 | 48 | 25 | 98 | 73 | 50 | 48 |
| Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien, des systèmes et des infrastructures de télécommunications de l'Etat | 0 | 0 | -1 | 59 | 0 | 0 | 1 | -59 |
| Participation de la France au désendettement de la Grèce | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Participations financières de l'Etat | 60 | 1 | 70 | 1 717 | 3 | 1 620 | -67 | -96 |
| Pensions | 4 467 | 4 470 | 13 455 | 13 163 | 14 914 | 15 087 | 1 460 | 1 924 |
| Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs | 0 | 0 | 0 | 0 | 19 | 35 | 19 | 35 |
| Comptes de concours financiers | 8 886 | 3 608 | 27 339 | 23 488 | 12 308 | 10 806 | -15 032 | -12 682 |
| Accords monétaires internationaux | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics | 25 | 0 | 25 | 60 | 17 | 8 | -8 | -52 |
| Avances à l'audiovisuel public | 296 | 113 | 888 | 862 | 475 | 445 | -412 | -417 |
| Avances aux collectivités territoriales | 7 577 | 2 526 | 22 993 | 21 705 | 8 531 | 7 911 | -14 462 | -13 794 |
| Avances aux organismes de sécurité sociale | 965 | 815 | 3 375 | 705 | 3 127 | 2 265 | -248 | 1 560 |
| Prêts à des Etats étrangers | 16 | 149 | 49 | 155 | 151 | 177 | 102 | 21 |
| Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés | 7 | 4 | 10 | 0 | 6 | 0 | -5 | 0 |
| Comptes de commerce | 1 421 | 1 360 | 3 935 | 4 273 | 4 101 | 4 401 | 166 | 127 |
| Approvisionnement des armées en produits pétroliers, autres fluides et produits complémentaires | 34 | 10 | 153 | 211 | 129 | 215 | -24 | 4 |
| Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire | 14 | 9 | 37 | 36 | 36 | 32 | -2 | -4 |
| Couverture des risques financiers de l'Etat | 1 063 | 924 | 1 265 | 810 | 1 265 | 810 | 0 | 0 |
| Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat | 64 | 3 | 97 | 64 | 126 | 121 | 29 | 58 |
| Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat | 241 | 410 | 2 372 | 3 020 | 2 533 | 3 213 | 161 | 192 |
| Gestion des actifs carbonés de l'Etat (1) | 0 | 0 | 0 | 119 | 0 | 0 | 0 | -119 |
| Lancement de certains matériels aéronautiques et de certains matériels d'armement complexes | 0 | 0 | 0 | 2 | 0 | 0 | 0 | -2 |
| Liquidation d'établissements publics de l'Etat et liquidations diverses | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Opérations commerciales des domaines | 4 | 3 | 8 | 11 | 9 | 10 | 1 | -1 |
| Régie industrielle des établissements pénitentiaires | 1 | 1 | 3 | 0 | 3 | 0 | 0 | 0 |
| Renouvellement des concessions hydroélectriques | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Comptes d'opérations monétaires | 471 | 364 | 498 | 339 | 392 | 230 | -106 | -109 |
| Emission des monnaies métalliques | 0 | 0 | 27 | 67 | 28 | 43 | 1 | -24 |
| Opérations avec le Fonds Monétaire International | 471 | 364 | 471 | 272 | 364 | 187 | -107 | -85 |
| Pertes et bénéfices de change | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL COMPTES SPECIAUX | 15 427 | 10 007 | 45 455 | 43 258 | 32 324 | 32 770 | -13 132 | -10 489 |
| TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI) | 14 957 | 9 643 | 44 985 | 42 987 | 31 960 | 32 583 | -13 025 | -10 404 |

(1) mission supprimée courant 2013



| Unité : million d'€ | | Solde au 31/12/2013 | Flux nets de l'année | Solde à fin mars 2014 |
|--|--|---------------------|----------------------|-----------------------|
| Dépôts de fonds au Trésor | Organismes d'assurance et de réassurance | 465 | 188 | 653 |
| | Organismes à caractère financier | | | |
| | Caisse des Dépôts et Consignations | 11 | -1 | 10 |
| | La Poste | 1 | 0 | 2 |
| | Autres organismes à caractère financier | 223 | -8 | 216 |
| | Total organismes à caractère financier | 701 | 180 | 881 |
| | CEPL | | | |
| | Régions | 1 204 | -780 | 424 |
| | Départements | 4 702 | -1 920 | 2 782 |
| | Communes | 18 791 | -3 128 | 15 663 |
| | Hôpitaux | 4 475 | 371 | 4 846 |
| | HLM | 372 | -41 | 331 |
| | Autres CEPL | 19 355 | -1 465 | 17 890 |
| | Total CEPL | 48 898 | -6 962 | 41 936 |
| | Etablissements publics nationaux | | | |
| | Etablissements publics nationaux à caractère administratif | 9 308 | 629 | 9 937 |
| | Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial | 2 355 | 106 | 2 460 |
| Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel | 2 420 | 66 | 2 487 | |
| Etablissements publics à caractère scientifique et technologique | 803 | 114 | 917 | |
| Total établissements publics nationaux | 14 886 | 915 | 15 801 | |
| Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger | 11 953 | -1 841 | 10 112 | |
| Communautés européennes | 166 | 223 | 389 | |
| Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés | | | | |
| Fonds et Fondations | 69 | -14 | 55 | |
| GIP | 433 | 25 | 457 | |
| EPLE | 1 802 | 735 | 2 537 | |
| Autres correspondants | 12 122 | -715 | 11 408 | |
| Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor | 0 | 0 | 0 | |
| Intérêts courus sur comptes DFT | 74 | -74 | 0 | |
| Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés | 14 500 | -43 | 14 457 | |
| Total Dépôts de fonds du Trésor | 91 103 | -7 528 | 83 575 | |
| Comptes à terme | Placements des CEPL sur un compte à terme | 781 | 91 | 872 |
| | Placements des correspondants (hors CEPL) sur un compte à terme | 3 482 | -777 | 2 705 |
| | Intérêts courus sur comptes à terme | 2 | -2 | 0 |
| | Total Comptes à terme | 4 265 | -688 | 3 577 |
| Total Passif (A) | | 95 368 | -8 216 | 87 152 |
| Créances résultant des placements des deniers pupillaires | | 1 | 0 | 1 |
| Découverts des correspondants du Trésor | | 1 | -1 | 0 |
| Total Actif (B) | | 2 | -1 | 1 |
| SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS (A-B) | | 95 367 | -8 215 | 87 152 |



| | Solde au 31/12/2013 | Flux nets de l'année | Solde à fin mars 2014 |
|--|---------------------|----------------------|-----------------------|
| unité : million d'€. | | | |
| Dettes négociables (A) | 1 457 220 | 45 686 | 1 502 906 |
| Obligations Assimilables du Trésor (OAT) | 1 066 941 | 48 426 | 1 115 366 |
| <i>dont</i> - <i>taux fixe</i> | 905 045 | 44 469 | 949 514 |
| - <i>taux variable</i> | 142 776 | 3 881 | 146 657 |
| Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN) | 216 436 | -15 062 | 201 374 |
| <i>dont</i> - <i>taux fixe</i> | 204 641 | -15 883 | 188 758 |
| - <i>taux variable</i> | 11 284 | 786 | 12 070 |
| Bons du Trésor à taux Fixe (BTF) | 173 843 | 12 322 | 186 165 |
| Autres titres négociables | 0 | 0 | 0 |
| Dettes non négociables (B) | 0 | 0 | 0 |
| Dettes exigibles | 0 | 0 | 0 |
| - OAT | 0 | 0 | 0 |
| - BTAN | 0 | 0 | 0 |
| - BTF | 0 | 0 | 0 |
| - autres titres non négociables | 0 | 0 | 0 |
| Autres emprunts (C) | 5 084 | -16 | 5 068 |
| TOTAL (A+B+C) | 1 462 304 | 45 670 | 1 507 974 |



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1^{er} mars jusqu'à la fin du mois.

Les chiffres « exécutés » 2013 correspondent aux données publiées l'année dernière.

Les chiffres « retraités » 2013 correspondent aux données exécutées corrigées des changements de périmètre liés à la loi de finances pour 2014.

Autorisation d'engagement (AE)

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

Catégorie

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

Comptes spéciaux

Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux a un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

Correspondants du Trésor

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

Crédit de paiement (CP)

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

FMI : Fonds Monétaire International

Fonds de concours

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Une mission regroupe donc un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission.

Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

Prélèvements sur recettes

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

R et D : Remboursements et Dégrèvements

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeurs sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante.

Titre

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat ; ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ici ;
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.

Différences d'arrondis

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.